

**MOHAMED YESLEM BAYSSAT,  
AMBASSADEUR DE LA RASD À ALGER**

## «Le Maroc doit aller au bout des négociations»

Intervenant lors d'une conférence à l'occasion de la 19<sup>e</sup> université d'été de l'Union nationale des étudiants algériens (Unea) qui se tient à l'université M'hamed-Bouguera de Boumerdès, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie Mohamed Yeslem Bayssat, a émis le vœu de voir «le Maroc aller jusqu'au bout du processus des négociations» dont le deuxième round a eu lieu les 10 et 11 du mois courant à Manhasset aux Etats-Unis, lequel processus a été engagé dans le cadre de la résolution 1754 du Conseil de sécurité.

Pour le diplomate sahraoui «Manhasset II constitue une autre étape d'un processus complexe, difficile et de longue haleine si toutefois le Maroc ne décide pas de couper court aux négociations» comme cela a été le cas lors des précédents pourparlers. «Nous saurons être patients et nous continuerons notre combat pour permettre au peuple sahraoui de disposer de lui-même puisque c'est la raison d'être du Front Polisario», précise le conférencier.

Assurant que «toutes les éventualités sont envisageables» pour permettre au peuple sahraoui de recouvrer son indépendance, Mohamed Yeslem Bayssat a souligné que «les négociations peuvent aboutir à une solution au problème sahraoui». «Nous devons donner le temps à la communau-

té internationale, et le fait que les deux parties, le Front Polisario et le Maroc, s'assoient autour d'une table de dialogue, c'en est un pas de plus», dira-t-il à ce sujet.

La voix officielle de la RASD en Algérie a relevé cependant «la poursuite de la répression qu'exercent les autorités marocaines sur le peuple sahraoui» puisque, selon lui, «aux premiers rounds des négociations, les 17 et 18 juin dernier, on comptait 37 détenus politiques contre 67 actuellement».

Cette volonté de priver les Sahraouis de leurs droits les plus élémentaires se traduit également par l'augmentation du nombre de Marocains vivant dans les territoires occupés du Sahara occidental. «Ils sont en effet 8 Marocains dont 5 appartenant aux différents



Les pourparlers doivent se tenir sous les auspices de l'ONU.

corps de sécurité contre un Sahraoui», note Mohamed Yeslem Bayssat qui regrette le fait que «les autorités marocaines interdisent l'accès aux médias internationaux» à l'ex-colonie espagnole. Rejetant en bloc la proposition marocaine qui consiste à donner le statut d'autonomie au Sahara occidental, l'ambassadeur de la RASD à Alger soutient que «le Maroc doit comprendre que le seul moyen pour résoudre le conflit (vieux de 32 ans) est de permettre à chaque sahraoui où qu'il se trouve de glisser un bulletin dans une urne» par l'organi-

sation d'un référendum pour l'autodétermination.

«C'est une question de décolonisation et les négociations doivent permettre à terme au peuple sahraoui de disposer de lui-même», poursuit-il. Interrogé sur la lecture que fait le gouvernement sahraoui concernant le transfert du lieu des négociations en Europe, Mohamed Yeslem Bayssat a estimé que «l'ONU est présente partout dans le monde et que peu importe le lieu où les pourparlers se tiennent tant qu'ils restent sous les auspices des Nations unies».

Lotfi Mérad

### BOLIVIE

## Les compagnies pétrolières étrangères réclament des règles d'investissement équitables

Les compagnies pétrolières étrangères opérant en Bolivie ont demandé au président de ce pays, M. Evo Morales, d'appliquer des règles d'investissement équitables et sans exceptions à leur secteur pour qu'elles puissent investir, a rapporté hier la presse locale. Cette déclaration intervient en réponse à l'intention annoncée de M. Morales de revoir les concessions accordées par le gouvernement à ces compagnies, selon la même source. La Chambre bolivienne des hydrocarbures (CBH), qui représente les compagnies étrangères, a assuré dans un communiqué que les investissements se faisaient «toujours quand il existe des règles similaires et sans exceptions» pour tous. Elle a demandé également de débloquer les mécanismes des investissements dans le

secteur pétrolier afin de permettre de réaliser des projets qui nécessitent d'importants capitaux pour les activités amont et aval. Le président Morales, qui avait nationalisé le secteur des hydrocarbures en mai 2006, a menacé vendredi de reprendre «sans aucune crainte» les champs pétroliers ou gaziers s'il n'y avait pas d'investissements dans la production ou l'exploration. Pour sa part, la CBH a averti que tout le temps perdu sans réaliser de nouveaux investissements profitait à «un pays concurrent» qui pouvait bien gagner des parts de marché dans le secteur des hydrocarbures. De son côté, le président argentin, M. Néstor Kirchner, dont le pays est un important consommateur d'énergie dans la région, s'est déclaré vendredi «disposé à investir en Bolivie pour rem-

placer les compagnies pétrolières déficientes». M. Kirchner a présenté cette offre lors d'une réunion tenue dans le sud de la Bolivie avec M. Morales et le président vénézuélien Hugo Chavez. Les trois présidents ont, par ailleurs, décidé de renforcer l'intégration énergétique de leurs pays et MM. Kirchner et Chavez ont annoncé une série d'investissements dans ce domaine en Bolivie. Les compagnies pétrolières étrangères opérant en Bolivie, notamment Repsol-YPF (Espagne), Total (France) et Petrobras (Brésil) ont des projets importants d'exploration et de production portant sur plusieurs milliards de dollars. Cependant, les investissements n'ont pas été réalisés et ces compagnies n'assurent que la maintenance de leurs installations.

### NUCLÉAIRE

## Rencontre cette semaine à Pékin des négociateurs américain et nord-coréen

Une rencontre est prévue, cette semaine à Pékin, entre les négociateurs américain et nord-coréen sur le nucléaire et au cours de laquelle ils pourraient évoquer les moyens de normaliser les relations bilatérales, a indiqué hier l'agence sud-coréenne Yonhap. La rencontre, qui réunira le secrétaire d'Etat américain adjoint chargé des Affaires asiatiques, Christopher Hill, et son homologue

nord-coréen, Kim Kye-Gwan, pourrait avoir lieu aujourd'hui ou demain à Pékin, a fait savoir Yonhap.

Les deux hommes se rendront en Chine pour préparer une réunion du groupe de travail sur le nucléaire nord-coréen. Le responsable américain avait indiqué qu'il s'attendait à ce que des discussions sur la normalisation des relations entre Washington et Pyongyang aient lieu dans la dernière

semaine d'août.

Mais d'après les observateurs, cités par Yonhap, les deux parties souhaitent avancer la date de ces pourparlers, alors que le président sud-coréen Roh Moo-hyun et son homologue nord-coréen Kim Jong-Il doivent se rencontrer à Pyongyang du 28 au 30 août, sept ans après le sommet historique qui avait amorcé le rapprochement des deux Corées.

### LES BRÈVES

#### AFGHANISTAN

## Troisième round de négociations sur le sort des 21 otages sud-coréens

Une troisième séance de négociations directes, réunissait hier à Ghazni (sud de l'Afghanistan) une délégation de la Corée du Sud et les talibans, sur le sort des 21 otages sud-coréens, a indiqué le chef des services de renseignements afghans dans cette province.

"Le troisième round de discussions entre les talibans et les Sud-Coréens a commencé dans le bâtiment du Croissant-Rouge aujourd'hui (hier, ndr)", a affirmé Mohammad Jaseem Khan, cité par des agences.

Il s'agit de la troisième rencontre depuis vendredi à se tenir dans ce bâtiment situé dans le centre de la ville.

Samedi, les talibans avaient annoncé qu'ils libéreraient deux de leurs 21 otages, deux femmes malades. Mais celles-ci étaient toujours entre les mains de leurs ravisseurs hier en début d'après-midi.

Mardi dernier, les ravisseurs avaient annoncé qu'ils étaient prêts à libérer les 21 otages sud-coréennes contre un nombre égal d'Afghanes prisonnières, qui se trouvent dans les bases militaires américaines de Kandahar dans le sud de l'Afghanistan et de Bagram au nord de Kaboul.

Pour rappel, 23 Sud-Coréens, dont 16 femmes, qui circulaient à bord d'un autocar privé sur l'axe Kaboul-Kandahar (sud), avaient été enlevés le 19 juillet. Deux des otages ont déjà été exécutés.

### EXPLOSION D'UN ENGIN

#### PIÉGÉ EN TURQUIE

## Douze soldats turcs blessés

Douze soldats turcs ont été blessés dans le sud-est de la Turquie par un engin piégé posé par des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont indiqué hier des sources militaires.

L'explosion a eu lieu sur une route de la province de Siirt, lors du passage de deux véhicules militaires, selon les mêmes sources, citées par des agences.

L'explosion d'une mine télécommandée a coûté la vie à trois soldats turcs et blessé un autre, dans la province de Diyarbakir, (sud-est) la semaine dernière.

La mine qui serait posée par les rebelles PKK a explosé au passage d'un groupe d'éléments de sécurité près de la ville de Dicle.

Le PKK a multiplié ses attaques contre les troupes turques dans le sud-est de la Turquie ces derniers mois.

Considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), le PKK a annoncé un cessez-le-feu unilatéral le 1<sup>er</sup> octobre dernier, mais les autorités turques l'ont rejeté exigeant des rebelles du PKK de remettre leurs armes et de renoncer à la violence.

Plus de 37 000 personnes ont été tuées depuis que le PKK a entamé son insurrection en 1984 contre les forces gouvernementales.

### TOGO

## Un ancien SG de l'OUA candidat aux législatives

Edem Kodjovi Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de 1978 à 1983, est candidat aux prochaines élections législatives au Togo dans son fief de l'Avé, à un peu plus de 40 km au nord-est de Lomé, a rapporté, samedi, l'agence de presse Chine Nouvelle.

Citant une source proche de la Convergence patriotique panafricaine (CPP), mouvement que dirige l'ex-chef du gouvernement et actuel ministre d'Etat à la présidence de la République dans le gouvernement d'union nationale, la même source précise que M. Kodjo est tête de liste pour son parti dans cette préfecture dont il est originaire et à laquelle sont attribués deux sièges parlementaires.

Il est considéré par une large partie de la classe intellectuelle togolaise comme le chef du gouvernement "le plus réaliste et expérimenté qui puisse collaborer avec le président Faure Gnassingbé pour la restauration de l'Etat républicain et la réconciliation nationale".